

1982, chapitre 100

## LOI CONCERNANT LA VILLE DE GRAND'MÈRE

---

**Projet de loi n° 258**

présenté par M. Marcel Gagnon

Première lecture le 1<sup>er</sup> juin 1982

Deuxième lecture le 22 juin 1982

Troisième lecture le 22 juin 1982

**Sanctionné le 23 juin 1982**

---

**Entrée en vigueur: le 23 juin 1982**

---

**Loi modifiée:**

Charte de la ville de Grand'Mère (1910, chapitre 54)







## CHAPITRE 100

### Loi concernant la ville de Grand'Mère

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

Préam-  
bule.

ATTENDU QUE la ville de Grand'Mère a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Constitu-  
tion d'un  
fonds spé-  
cial.

**1.** Dans le but de garantir et d'amortir les emprunts contractés pour financer le système de distribution d'énergie électrique qu'elle a vendu à Hydro-Québec, la ville de Grand'Mère doit, par règlement, constituer un fonds spécial et y déposer l'argent provenant de cette vente.

Liquida-  
tion du  
fonds.

Ce fonds et les revenus qu'il produit doivent être liquidés sur une période de quinze ans de la façon déterminée par règlement et être affectés aux fins suivantes:

1° pour l'année financière de 1982, au remboursement au fonds général des pertes d'inventaire et des pertes de revenus nets prévus au budget et reliés au système;

2° au paiement des frais de vente du système et des frais de constitution et d'opération du fonds;

3° au paiement de la partie indiquée ci-dessous, des échéances annuelles en capital et intérêts des emprunts afférents au système et contractés en vertu des règlements indiqués en regard:

Règlements nos	Pourcentage
164-A	17,2 %
184-A	7,0 %
193-A	7,61%
224-A	52,15%
241-A	3,20%
270-A	3,08%
275-A	8,83%
302-A	15,0 %
322-A	7,3 %
339-A	18,0 %
340-A	7,0 %
341-A	7,0 %
379-A	16,0 %
430-A	8,0 %
445-A	100,0 %
482-A.A.S.	33,0 %
498-A	100,0 %
520-A	19,0 %
544-A.S.	15,0 %

Utilisation  
du solde.

Après avoir assuré le paiement de ces dépenses, le conseil approprie le solde des sommes disponibles dans ce fonds pour amortir des emprunts contractés pour financer des dépenses en immobilisation remboursables au moyen d'une taxe foncière générale spéciale.

Réduction  
des taxes  
spéciales.

Le prélèvement des taxes spéciales imposées dans les règlements visés au deuxième et au troisième alinéas est réduit en proportion des sommes qui sont ainsi affectées ou appropriées.

Placement  
des de-  
niers.

Les deniers disponibles de ce fonds doivent être placés conformément à l'article 99 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

Compte  
spécial.

Les opérations de ce fonds doivent faire l'objet d'un compte spécial de la ville et apparaître au rapport financier annuel dans une section distincte.

Entente  
ratifiée.

**2.** L'entente intervenue le 11 mai 1931 devant le notaire Dakers Cameron entre The Shawinigan Water and Power Company, Laurentide Company Limited et la Cité de Grand'Mère sous le numéro 15775 de ses minutes, entente créant un fonds industriel, est ratifiée.

Modifica-  
tions rati-  
fiées.

Sont ratifiées les modifications apportées à ce fonds par:

1° l'entente intervenue le 28 juin 1935 devant le même notaire, entre The Shawinigan Water and Power Company, Consolidated Paper Corporation Limited et la Cité de Grand'Mère sous le numéro 17291 de ses minutes;

2° l'entente intervenue le 29 mai 1941 devant le même notaire entre les mêmes parties sous le numéro 19015 de ses minutes;

3° l'entente intervenue le 2 mai 1952 devant le notaire Henri Desaulniers entre les mêmes parties sous le numéro 8903 de ses minutes.

Actes  
déclarés  
valides.

Les actes posés, les contrats passés, les engagements pris et les transactions faites par la ville ou par ses officiers relativement à ce fonds ne peuvent être déclarés nuls sur le motif de l'absence d'habilitation législative, sur le motif de l'omission d'une formalité même impérative ou sur le motif de l'absence d'une approbation requise par une loi.

Fonds in-  
tégrés au  
fonds in-  
dustriel.

La ville peut, par règlement approuvé par le ministre des Affaires municipales et le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme et après entente avec la Compagnie d'électricité Shawinigan et Consolidated-Bathurst Inc., intégrer ce fonds dans le fonds industriel qu'elle a constitué par son règlement numéro 177-A adopté en vertu de la Loi sur les fonds industriels (L.R.Q., chapitre F-4). Ce règlement peut prévoir que le comité formé dans les ententes relatives à ce fonds sera transformé en comité consultatif industriel.

Opération  
du fonds.

Jusqu'à cette intégration ou jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, la ville peut continuer d'opérer ce fonds conformément aux ententes intervenues et avec la seule approbation du comité qui y est prévue.

Nouveaux  
délais.

Le ministre des Affaires municipales peut cependant accorder de nouveaux délais, à la demande du conseil, pour des raisons qu'il juge satisfaisantes.

Entente  
relative au  
transport  
en  
commun.

**3.** La ville de Grand'Mère, la ville de Shawinigan, la ville de Shawinigan-Sud et le village de Saint-Georges peuvent conjointement, par règlement, conclure une entente pour exploiter, gérer et administrer un service de transport en commun de personnes dans leurs territoires ainsi qu'à l'extérieur pourvu que le point d'origine ou le point de destination soit dans leurs territoires.

Comité in-  
termuni-  
cipal.

Ces municipalités peuvent, par cette entente, constituer un comité intermunicipal et l'habiler à exercer les pouvoirs qu'elles possèdent à l'égard de cette compétence.

Subven-  
tions.

L'entente doit prévoir le montant des subventions que les municipalités verseront au comité intermunicipal en vertu de l'article 467 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

Approba-  
tion.

Cette entente ne requiert pas d'autre approbation que celle du ministre des Transports.

Effet de  
l'entente.

L'entente lie les municipalités et dure jusqu'à la date prévue au dernier alinéa du présent article. Elle ne peut être modifiée que de la façon prévue pour son adoption et son approbation.

Convention  
sur l'usage  
d'un ser-  
vice de  
transport.

Toute convention avec un propriétaire, un possesseur ou un détenteur de biens affectés directement ou indirectement à l'usage d'un service de transport ne peut lier les municipalités au-delà du montant approuvé en vertu de l'article 467 de la Loi sur les cités et villes.

Loi appli-  
cable.

La Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12), les règlements adoptés sous son empire et les ordonnances mentionnées au deuxième alinéa de l'article 89 de cette loi s'appliquent à ces municipalités sauf en ce qui concerne l'obligation de détenir un permis et l'établissement des parcours, des horaires et des tarifs.

Voyages  
spéciaux  
ou à  
charte-  
partie.

Le comité intermunicipal est réputé être titulaire d'un permis de transport en commun de la Commission des transports du Québec pour les fins de l'application de l'Ordonnance générale n° 17 (1969) concernant les voyages spéciaux ou à charte-partie adoptée par la Régie des transports du Québec le 19 mars 1970.

Transport  
scolaire.

Le comité intermunicipal peut conclure un contrat de transport scolaire avec une commission scolaire, une institution d'enseignement privée ou un collège d'enseignement général et professionnel autorisés à organiser le transport pour sa clientèle. Depuis le 15 mai 1982, le comité et ces institutions d'enseignement peuvent aussi, avant l'ouverture de soumissions publiques, conclure de gré à gré des contrats de transport scolaire pour un nombre de véhicules n'excédant pas dix-sept.

Municipa-  
lités sus-  
ceptibles  
d'adhérer à  
l'entente.

Toute municipalité dont le territoire est contigu à l'une des municipalités mentionnées au premier alinéa peut, avec l'autorisation du ministre des Transports et aux conditions qu'il détermine, adhérer à l'entente conclue en vertu du présent article.

Actes  
déclarés  
valides.

Les actes posés, les contrats passés, les engagements pris et les transactions faites depuis le 1<sup>er</sup> juin 1981 par ces municipalités ou les officiers relativement à un service de transport ne peuvent être déclarés nuls sur le motif de l'absence d'habilitation législative, sur le motif de l'omission d'une formalité même impérative ou sur le motif de l'absence d'une approbation requise par une loi.

Effet.

Le présent article cesse d'avoir effet à la date qui sera fixée par décret du gouvernement ou au plus tard le 30 juin 1983.

L.R.Q.,  
c. C-19, a.  
415, mod.  
pour la  
ville.

**4.** L'article 415 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville par l'addition du paragraphe suivant:

Circulation  
ou station-  
nement.

«40° Réglementer ou prohiber, après entente avec le propriétaire, la circulation ou le stationnement des véhicules routiers sur tout terrain ou dans tout bâtiment destiné au stationnement et où le public a accès.».

Disposi-  
tions  
abrogées.

**5.** Sont abrogés:

1° les articles 39 et 55 du chapitre 54 des lois de 1910;

2° l'article 5791*b* des Statuts refondus, 1909, ajouté pour la ville par l'article 53 du chapitre 54 des lois de 1910;

3° les articles 8, 11 et 12 du chapitre 67 des lois de 1912 (2<sup>e</sup> session);

4° les articles 3 et 6 du chapitre 75 des lois de 1952-1953.

Effet rétroactif.

**6.** L'article 3 a effet à compter du 15 décembre 1981.

Entrée en vigueur.

**7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.